

Conditions générales de vente et de livraison – STI Group Display Emballage Création S.A.R.L. (STI)

Les présentes conditions générales de vente (CGV) s'appliquent à toutes les relations commerciales avec nos Acheteurs (ci-après dénommés "l'Acheteur"). Nos livraisons et prestations sont effectuées exclusivement sur la base des conditions générales suivantes. Elles sont réputées avoir été portées à la connaissance de l'Acheteur lors de l'acceptation de notre offre. Si STI ne fait pas d'offre, les CGV sont réputées acceptées par l'Acheteur à la réception de la confirmation de commande ou de la facture, au plus tard à l'acceptation de la livraison ou au début de la prestation. Toutes conditions générales divergentes, contradictoires ou complémentaires de l'Acheteur ne deviennent partie intégrante du contrat que si elles ont fait l'objet d'un accord écrit de STI, y compris s'il s'agit de clauses des CGV de l'Acheteur qui ne sont pas contraires aux CGV de STI. Les présentes conditions générales de vente sont applicables de manière exclusive ce quand bien même la société STI aurait effectué des livraisons et des prestations pour l'Acheteur sans émettre de réserve en parfaite connaissance de l'existence de clauses divergentes dans les CGV de l'Acheteur ou sur la base d'une déclaration de l'Acheteur (ex. commande, courriel, etc.) qui contient ou fait référence à ses conditions générales de vente. Le fait que STI ne se prévale pas de l'application de l'une quelconque des clauses des présentes conditions générales de vente ne signifie pas que STI y renonce. Les présentes conditions générales de vente ne valent qu'à l'égard de personnes physiques ou morales qui contractent dans le cadre de leur activité professionnelle. Elles ont vocation à s'appliquer non seulement à la commande en cours mais également pour toute commande complémentaire.

1. Offre et conclusion de contrats

- 1.1. Les offres de STI ont une durée de validité maximale de 4 semaines et sont faites sans engagement de sa part, sauf stipulation contraire. Les commandes de l'Acheteur ont un caractère ferme et irrévocable, sauf modification ultérieure acceptée expressément et par écrit par STI.
- 1.2. La vente ne sera définitivement conclue qu'après confirmation écrite de la commande de l'Acheteur, ou en l'absence de confirmation de commande, par la livraison de la marchandise ou l'émission d'une facture.

2. Conditions de paiement, paiements anticipés et dépôt de garantie

- 2.1. En l'absence d'accord spécifique, les prix sont déterminés conformément aux dispositions du point 10.1 - départ entrepôt/usine, incluant le chargement et l'emballage, mais sans autres frais. La T.V.A au taux légal en vigueur est ajoutée aux prix. Les services supplémentaires ou spécifiques sont facturés séparément. Les éventuels droits de douane, taxes et/ou autres frais d'importation et/ou d'exportation sont à la charge de l'Acheteur. Dans l'hypothèse où une annulation de commande devait être acceptée par STI, des frais d'annulation égaux à 5% du montant de la commande seront facturés à l'Acheteur. Toute commande d'un montant inférieur à

notre minimum de production fera l'objet de frais administratifs forfaitaires.

- 2.2. Sauf convention contraire, les prix des marchandises sont déterminés en fonction des prix convenus au moment de la conclusion du contrat, pour autant que la livraison ait lieu dans les quatre (4) mois suivant la conclusion du contrat et qu'il s'agisse de commandes individuelles.
- 2.3. Le prix d'achat s'entend net (sans escompte). Le montant de la facture est payable dans un délai de trente 60 jours suivant la date figurant sur la facture.
- 2.4. À l'expiration du délai de paiement susmentionné, l'Acheteur est considéré comme étant en retard de paiement, sans formalité aucune ni mise en demeure préalable. En vertu de l'article L 441-10 du Code de commerce, en cas de retard de paiement, des pénalités de retard calculées au dernier taux de refinancement de la BCE majoré de dix points sur le montant TTC du prix figurant sur la facture seront automatiquement et de plein droit acquises à STI. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant minimum de 40 euros sera due, de plein droit et sans notification préalable par l'Acheteur en cas de retard de paiement. STI se réserve le droit de demander à l'Acheteur une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassaient ce montant sur présentation des justificatifs, sans préjudice de toute indemnisation complémentaire que STI pourrait percevoir au titre du préjudice subi.
- 2.5. Les paiements sont effectués par virement bancaire ou par chèques, ceux-ci étant acceptés sous réserve de bonne fin ; seul leur encaissement effectif vaut paiement.
- 2.6. STI se réserve le droit de conditionner la livraison des marchandises au paiement anticipé de la facture, de facturer les livraisons partielles et de suspendre la livraison des marchandises restant à livrer, si lesdites factures ne sont pas réglées à leur échéance, intérêts de retard compris. En cas de paiements échelonnés convenus entre les parties, tout retard aux échéances prévues entraîne de plein droit et immédiatement l'exigibilité des autres échéances. Toute plainte ou réclamation de l'Acheteur ne peut en aucun cas avoir pour effet de différer ou de suspendre le paiement des sommes dues à STI. STI est en droit, à sa discrétion, de résilier les contrats conclus avec l'Acheteur ou d'exiger des indemnités en lieu et place de l'exécution de sa prestation si l'Acheteur n'a pas effectué le paiement dans les 10 jours suivant la réception d'une mise en demeure de paiement.
- 2.7. L'Acheteur ne peut faire valoir de droit à compensation que s'il justifie à l'encontre de STI d'un titre exécutoire. Si au moment de cette résiliation de la commande et du contrat en résultant, STI stocke des marchandises créées pour l'Acheteur dans un entrepôt et que l'Acheteur en a connaissance, l'Acheteur s'engage à accepter et à payer intégralement le stock présent au plus tard au moment de la résiliation des contrats.
- 2.8. STI est autorisée à céder les créances résultant de sa relation d'affaires et à transmettre les données correspondantes, à condition que le cessionnaire

s'engage à respecter les mêmes obligations de confidentialité que STI.

3. Mise à disposition de la marchandise et défaut de réception par l'Acheteur

- 3.1. L'Acheteur est tenu de réceptionner les marchandises commandées au plus tard aux dates convenues. STI se réserve le droit de suspendre l'exécution de ses livraisons en cas de non-respect par l'Acheteur de ses propres obligations dans les délais convenus et conformément aux dispositions contractuelles, en particulier dans le respect des conditions de paiement fixées. De même, STI s'autorise à facturer les livraisons partielles et à suspendre la livraison des marchandises restant à livrer, si lesdites factures ne sont pas réglées à leur échéance.
- 3.2. Si le retard de livraison est imputable à l'Acheteur, 14 jours après l'avis de mise à disposition STI sera en droit de lui facturer les frais de stockage qu'elle aura supporté à raison d'au moins un (1) euro par jour et par palette, même si les marchandises sont stockées dans l'une de ses usines, sans préjudice de tout dommage intérêts que STI se réserve le droit de réclamer au titre des retards et de la violation des obligations contractuelles de l'Acheteur.
- 3.3. En cas de retard causé par l'Acheteur de plus de six (6) mois suivant les dates de mise à disposition ou de livraison initialement convenues, STI ne saurait être tenue responsable des dommages et/ou baisses de qualité des marchandises survenus en raison du délai de stockage. En outre, STI est en droit, à l'expiration d'un délai supplémentaire raisonnable, de disposer la marchandise dans un autre lieu de stockage de son choix quand bien même ce stockage nécessiterait un délai de livraison plus longs.
- 3.4. Passé un certain délai, STI pourra mettre fin à cette situation à tout moment, en mettant en demeure l'Acheteur par LRAR de venir enlever les marchandises en fixant un délai supplémentaire d'enlèvement. Si passé ce délai, les marchandises n'ont pas été enlevées :
 - STI sera en droit de résilier le contrat de vente par écrit et disposer librement des marchandises, Ou bien, et à sa seule discrétion
 - STI sera en droit de réclamer à l'Acheteur en sus du prix de vente des marchandises, paiement d'une indemnité correspondant à 15 % du prix des marchandises commandées.
- 3.5. Tout retard de livraison ne constitue pas un fait suffisant pour donner lieu à la rupture du contrat et sauf cas de stipulation expresse figurant dans le contrat et dûment accepté par écrit par STI, aucune pénalité ne pourra lui être réclamée. En cas de survenance d'un cas fortuit ou de force majeure retardant ou empêchant l'exécution de ses obligations, le vendeur sera délié de toutes ses obligations contractuelles soit en partie, soit en totalité.

4. Approbation des données techniques par l'Acheteur

- 4.1. Les documents d'impression convenus avec l'Acheteur serviront de référence pour le réglage des couleurs sauf si les Parties ont prévus des impressions de teintes spécifiques. Dans ce cas, les Parties utiliseront des nuanciers couleurs (Pantone ou HKS) dans leur version la plus récente.
- 4.2. Les modèles d'impression et/ou d'exécution présentés par STI sont vérifiés par l'Acheteur qui en confirme les exigences et les propriétés essentielles

dans le cadre de l'utilisation prévue de la marchandise. L'Acheteur les valide en retournant les modèles signés ou approuvés par voie électronique. Si des rectifications s'avèrent nécessaires, elles doivent être clairement indiquées par l'Acheteur. A défaut de demande expresse et écrite de rectification, l'Acheteur est réputé accepter les modèles d'impression et/ou d'exécution présentés.

- 4.3. STI ne pourra être tenue responsable pour les défauts apparents que l'Acheteur a négligés ou dont il ne s'est pas plaint lors du contrôle.

5. Tolérance en matière de quantité

- 5.1. STI est autorisée à procéder à des livraisons excédentaires ou insuffisantes en raison des impératifs de production. Dans ce cas, le prix d'achat convenu est réduit ou augmenté proportionnellement à la quantité effectivement livrée.
- 5.2. Les livraisons excédentaires ou incomplètes sont autorisées dans les limites suivantes :
 - **Carton ondulé** jusqu'à 500 unités +/-20%, 501 à 3.000 unités +/- 15%, plus de 3.000 unités +/-10% de la quantité commandée.
 - **Panneau solide** jusqu'à 5 000 unités +/- 25 %, de 5 001 à 30 000 unités 20 %, plus de 30 000 unités +/- 10 % de la quantité commandée.
 - **Affiche** jusqu'à +/-10% du tirage commandé.

La quantité livrée est facturée.

6. Livraison, délais de livraison et sanctions internationales

- 6.1. STI n'effectue pas de livraisons et ne fournit pas de services à des Acheteurs figurant sur des listes de sanctions nationales ou internationales.
- 6.2. Les dates et délais de livraison sont, sauf convention contraire, donnés à titre purement indicatif. La date de livraison applicable est celle convenue dans la confirmation de commande. STI est en droit de retarder la date de livraison pour des raisons techniques de production. Dans ce cas, STI en informe immédiatement l'Acheteur.
- 6.3. Le délai de livraison commence au plus tôt avec l'envoi de la confirmation de commande et la date de livraison convenue dans celle-ci, mais pas avant :
 - la réception des modèles d'impression approuvés par l'Acheteur,
 - l'approbation des documents à fournir,
 - les approbations et les informations nécessaires à l'exécution de la commande,
 - la clarification de toutes les questions commerciales et techniques entre les parties contractantes,
 - et l'exécution de toutes les obligations de l'Acheteur, comme par exemple le versement d'un acompte convenu ou les paiements dus au titre de livraisons antérieures.

Un délai de livraison convenu est réputé respecté si, à son expiration, les marchandises ont quitté l'usine ou si la mise à disposition pour l'expédition a été notifiée au transporteur.

- 6.4. En cas de modifications contractuelles ultérieures à la confirmation de la commande qui influenceraient le délai d'exécution, le délai de livraison sera prolongé en conséquence.
- 6.5. Le non-respect du délai de livraison pour cause de force majeure est régi par les dispositions de l'article 16. Cette disposition s'applique également lorsque les

- circonstances de force majeure se produisent chez des sous-traitants. Les cas de force majeure ne sont pas imputables à STI, même s'ils surviennent au cours d'un retard déjà existant.
- 6.6. En cas de survenance d'un retard l'Acheteur accorde à STI un délai supplémentaire raisonnable pour l'exécution, d'au moins 10 jours ouvrables. En cas de non respect de ce délai prorogé l'Acheteur pourra annuler la commande sous réserve des dispositions légales et contractuelles.
- 7. Inspection de la marchandise, notification de non-conformité**
- 7.1. Alors même que des échantillons types lui ont été envoyés, l'Acheteur est tenu au moment de la livraison de vérifier avec soin et diligence la marchandise, sa qualité et sa conformité à la commande afin de déterminer la présence d'éventuels défauts. Le contrôle doit porter sur toutes les caractéristiques essentielles nécessaires à l'utilisation des marchandises.
- 7.2. L'Acheteur est réputé accepter le bien livré à défaut de réserves faites par lui sur le bon de livraison. En cas d'avarie ou perte partielle constatée par l'Acheteur et mentionnée sur le bon de livraison, ce dernier se doit de notifier, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée A/R adressée au transporteur dans les 3 jours suivant la livraison sa protestation motivée selon les dispositions de l'article L 133-3 et suivants du Code de Commerce. Les réclamations relatives à des vices apparents ou à la non-conformité des marchandises livrées doivent être formulées par écrit par lettre recommandée AR dans les 8 jours suivant la livraison des marchandises. Au-delà de ce délai, la marchandise est réputée conforme sans préjudice de la garantie des vices cachés. Le délai de prescription de la garantie des vices cachés est de 3 mois à compter de la découverte du vice. L'Acheteur notifiera à STI sans délai le vice caché et lui communiquera dès que possible au plus tard dans les 8 jours suivants la découverte du vice et par écrit toute information disponible et relative au défaut constaté.
- 7.3. Les défauts d'une partie de la livraison ne peuvent être utilisés pour rejeter l'ensemble de la livraison pour sa partie conforme aux prescriptions de la commande.
- 7.4. STI ne garantit pas la conformité légale ou réglementaire, l'adaptation et l'adéquation des marchandises livrées, notamment les éléments d'emballage, à l'utilisation prévue par l'Acheteur sauf si ces exigences ont été identifiées comme des éléments essentiels de la commande. L'Acheteur est seul responsable des termes et du contenu de ses commandes ainsi que de la conformité des produits qu'il mettra sur le marché ultérieurement. Dans la mesure où cette utilisation n'est pas expressément l'objet de la commande. Les déclarations de conformité, les accords de qualité ou les spécifications que nous fournissons ne constituent pas des garanties et n'engagent pas la responsabilité de STI. L'obligation d'examiner et de signaler les défauts s'étend à l'adéquation de l'emballage fourni par nous au produit à emballer.
- 7.5. STI n'est aucunement responsable pour les textes, illustrations, représentations graphiques, codes-barres, etc. spécifiés par l'Acheteur et imprimés par STI sur les boîtes pliantes commandées par l'Acheteur. L'Acheteur est notamment tenu de veiller à ce qu'aucun droit de tiers, tels que les droits de

propriété industrielle ou les droits d'auteur, ni qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne soient violés. Dans ce cadre, l'Acheteur garantit STI de toutes réclamations ou recours de tiers à première demande et sans limitation. L'Acheteur est seul responsable des textes publicitaires et plus généralement de l'ensemble des informations spécifiées par lui sur et concernant le matériau d'emballage imprimé par STI. STI n'est pas tenue d'en vérifier l'exactitude et la conformité réglementaire et légale.

- 7.6. Toute demande de l'Acheteur relative à une qualité particulière de la marchandise n'entre dans le champ contractuel que si STI accepte expressément ces caractéristiques et qualités avec l'Acheteur par écrit (« exigences subjectives »). La liste des exigences subjectives prévus au contrat est limitative. Sauf convention contraire dans le contrat, STI ne garantit pas l'adéquation du matériau d'emballage à la conservation des denrées alimentaires de sorte que STI n'est aucunement responsable des détériorations de la commande ou des denrées alimentaires dans le cadre de l'utilisation finale de la commande par l'Acheteur.
- 7.7. En ce qui concerne l'impression et la transformation, la marchandise est considérée comme conforme au contrat si le résultat de l'impression et la qualité de la transformation se situent dans les tolérances correspondant à l'état de la technique.
- 7.8. Les échantillons fournis par STI sont des échantillons réalisés à la main ils peuvent donc en ce qui concerne le matériau, l'aspect (ex. ponts d'estampage, peinture) et les possibilités de traitement (ex. résistance au froissement) différer du résultat obtenu par production mécanique. Ces variations et différences sont connues dans l'industrie. STI ne garantit pas ces écarts et n'en est pas responsable.
- 7.9. L'Acheteur est conscient qu'en cas de stockage de longue durée, des altérations telles que la rupture des bords rainurés ou des changements de couleur, ainsi que des altérations plus techniques telles que de mauvaises propriétés d'écoulement, d'adhérence, d'adhérence de la peinture et de planéité peuvent se produire. Si l'Acheteur cause un retard de plus de six (6) mois suivant les dates de mise à disposition ou de livraison initialement convenues, il est tenu d'accepter ces signes d'altération comme étant l'état de la marchandise conformément au contrat.

8. Réclamation et garantie

- 8.1. L'Acheteur s'engage à ne pas intervenir personnellement ou faire intervenir un tiers pour remédier aux vices apparents ou aux défauts de conformité. Le délai de prescription pour les droits résultant de la constatation d'un vice s'élève à un an à partir de la date de livraison.
- 8.2. Si les marchandises sont stockées et entreposées par STI à la demande de l'Acheteur, la période de garantie commence au moment de l'entreposage ; l'Acheteur doit inspecter les marchandises avant l'entreposage.
- 8.3. En cas de vice affectant la marchandise vendue et signalé au vendeur dans les délais susmentionnés, STI se réserve le droit de choisir entre la remise en état de la marchandise ou la livraison d'une marchandise identique. En cas de remplacement, l'Acheteur doit renvoyer à STI la marchandise défectueuse. Les pièces remplacées deviennent la propriété de STI. Si une réclamation a été notifiée à tort, STI se réserve le droit de demander le

remboursement des dépenses occasionnées par cette réclamation. L'Acheteur ne peut faire valoir ses droits à garantie pour tout défaut mineur ne nuisant pas à l'utilisation normale de la marchandise, et notamment dans les hypothèses suivantes :

- si la marchandise présente une qualité très légèrement inférieure à celle indiquée,
- connaît une altération négligeable de ses possibilités d'utilisation,
- en cas d'usure naturelle,
- d'utilisation non conforme de cette marchandise et plus généralement en cas de dommages postérieurs au transfert des risques,
- si après découverte du défaut, le matériel continue à être utilisé, s'il est remis en état, voir retouché par l'Acheteur ou un tiers.

Les coûts occasionnés par une nouvelle livraison ou prestation au sens du présent article tels que les frais de transport, de trajets, de main d'œuvre et de matériel, restent à la charge de l'Acheteur. Toute demande portant sur l'attribution de dommages et intérêts est expressément régie par les présentes dispositions, toute autre demande étant exclue par ailleurs sauf accord exprès des Parties le cas échéant à l'exécution d'une prestation complémentaire.

- 8.4. Les droits à dommages et intérêts de l'acheteur sont exclus - nonobstant la nature juridique du droit qu'il fait valoir. STI ne peut être tenue responsable pour tous préjudices immatériels tels que les pertes de profits, pertes de production etc. que subirait l'Acheteur en raison des dysfonctionnements affectant la marchandise vendue. Il est expressément convenu que toute demande de réparation de préjudice résultant d'une atteinte aux biens professionnels de l'Acheteur fondée sur la responsabilité du fait des produits défectueux est exclue. L'Acheteur renonce à tout recours contre STI pour obtenir réparation des conséquences pécuniaires de tous préjudices causés à des tiers et indemniser STI de toutes réclamations de tiers liées directement ou indirectement à l'exécution du contrat.
- 8.5. Dans la mesure où les exclusions et les limitations de responsabilité s'appliquent, elles s'appliquent dans la même mesure aux organes, représentants légaux, employés et auxiliaires d'exécution de STI.

9. Réserve de propriété

- 9.1. Les marchandises livrées restent la propriété de STI jusqu'au paiement intégral de leur prix, des frais et de toutes les créances accessoires. En cas de manquement au contrat de la part de l'Acheteur, STI se réserve le droit de reprendre les marchandises sans formalité particulière dès lors qu'une échéance ou une obligation contractuelle quelconque n'aura pas été respectée, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts pour inexécution et autres sommes dues au titre des relations contractuelles. Tous frais et dépenses liés à la reprise des marchandises ou au recouvrement de nos créances ou à une intervention d'un tiers, seront à la charge de l'Acheteur.
- 9.2. La transformation de la marchandise par l'Acheteur est toujours effectuée pour le compte de STI en tant que fabricant, mais sans que cela ne crée une quelconque obligation pour STI. Aucune indemnité ne saurait être due à l'Acheteur en cas de transformation des marchandises vendues sous réserve de propriété. Jusqu'au paiement intégral des sommes qui sont dues à STI, l'Acheteur sera considéré comme dépositaire à titre gratuit des marchandises vendues

sous réserve de propriété. L'Acheteur s'engage à assurer et à entretenir convenablement et à ses frais exclusivement, les marchandises vendues sous réserve de propriété par notre société. L'Acheteur devra justifier à première demande de notre société qu'il a pris les assurances adéquates. En cas d'assemblage ou de fusion des marchandises livrées avec d'autres articles, STI acquiert la copropriété du nouvel article au prorata de la valeur de la facture par rapport à la valeur des autres articles.

- 9.3. Dans la mesure où l'Acheteur n'est pas en retard de paiement, il est autorisé à revendre la marchandise sous réserve de propriété dans le cadre de la bonne marche des affaires. Dans ce cas, l'Acheteur s'engage à informer par écrit ses propres acheteurs et tous tiers de l'existence de la présente clause de réserve de propriété et de notre droit de revendiquer entre leurs mains le prix de revente de ces marchandises en vertu de l'article L 624-18 du code de commerce. L'Acheteur devra également remettre à STI les documents correspondants. En outre, l'Acheteur cède à STI par la présente, à titre de garantie, intégralement ou à hauteur d'une éventuelle quote-part de copropriété, toutes les créances à l'encontre d'un tiers résultant de la revente ou d'un autre motif juridique (assurance, responsabilité civile) concernant la marchandise sous réserve de propriété ; STI déclare accepter cette cession par la présente.
- 9.4. STI est autorisée à informer le tiers de la cession et à recouvrer la créance cédée en compensation du paiement et des créances accessoires qui lui reviennent, tant que l'Acheteur ne respecte pas ses obligations de paiement à son égard. Si, suite à un accord exprès et écrit entre les parties, le paiement ne se fait pas comptant et que les marchandises sont revendues par l'Acheteur, les créances de l'Acheteur seront de plein droit cédées en totalité à la société STI.
- 9.5. Après restitution ou reprise desdites marchandises vendues sous réserve de propriété, STI est en droit de les revendre ; de la recette de cette cession seront déduites les sommes dues par l'Acheteur, ainsi que l'ensemble des frais engendrés par la reprise puis la cession des marchandises.
- 9.6. L'Acheteur s'engage à nous informer sans délai en cas de saisie, de toute nature, ou de tout événement portant atteinte aux droits de notre société sur les marchandises vendues sous réserve de propriété. En aucun cas, l'Acheteur ne pourra consentir un gage ou un nantissement sur les marchandises vendues sous réserve de propriété ou bien affecter lesdites marchandises en garantie de ses obligations vis à vis de tiers.

10. Transport, emballage, transfert de risque

- 10.1. La livraison doit être effectuée conformément à EXW (Incoterms 2020), sauf accord contraire. Cela signifie que le chargement et le transport sont effectués aux risques et aux frais de l'Acheteur.
- 10.2. Le risque est transféré à l'Acheteur dès la remise des marchandises au commissionnaire de transport ou au transporteur, et au plus tard au moment où elles quittent l'usine, même si des livraisons partielles sont effectuées ou si STI fournit d'autres services comme la prise en charge des frais de transport ou la livraison et l'installation de la commande.
- 10.3. STI a le droit d'assurer toutes les livraisons contre les dommages dus au transport, aux frais de l'Acheteur.
- 10.4. Le retour des emballages est déterminé conformément aux dispositions présentes dans la

confirmation de commande ainsi que les dispositions suivantes, selon lesquelles les palettes, les cartons de couverture et les autres emballages de prêt restent notre propriété.

- 10.5. L'Acheteur est responsable de la vérification du droit à reproduction et du droit d'auteur, de droits sur les marques, ainsi que d'autres droits de tiers, d'une éventuelle protection de la totalité des maquettes, projets et modèles finis, à moins qu'il n'ait passé un ordre explicite à STI en ce sens. Dans la mesure où l'Acheteur a chargé STI d'apposer la marque « Point Vert » sur ses emballages de vente, il devra conclure un contrat d'utilisation de marque adéquat avec la société Duale System Deutschland GmbH ou avec la société Eco-Emballage. Un délai de conservation des imprimés et manuscrits externes et autres objets mis à disposition existe uniquement pour une durée de six mois à partir de la livraison de la dernière commande réalisée avec ces objets.
- 10.6. Si l'Acheteur enfreint les dispositions légales relatives aux emballages ou les obligations de licence, et si des réclamations sont formulées à l'encontre de STI, l'Acheteur est tenu de rembourser à STI tous les frais et dommages encourus à cet égard.

11. Outils

- 11.1. Sauf convention contraire, les outils de poinçonnage, les plaques d'impression et les dessins associés ou autres outils fabriqués ou achetés par STI pour l'exécution d'une commande demeurent sa propriété, y compris si ces outils ont été fabriqués pour le compte de l'Acheteur et qu'il a pris entièrement ou partiellement en charge les coûts relatifs à ces outils. Les factures dues pour ces outils sont à la charge de l'Acheteur et sont facturés par STI. En particulier, STI n'est pas tenue de restituer ou de stocker les marchandises après la fin de la commande concernée.
- 11.2. STI conserve l'outil durant deux ans à compter de la livraison dans la perspective d'éventuelles commandes postérieures dans la mesure où l'outil a été facturé à l'Acheteur et ce sans possibilité de l'utiliser pour d'autres clients. Ce délai écoulé, STI est libre de disposer de l'outil si l'Acheteur n'exige pas, au plus tard un mois avant l'expiration du délai, que l'outil soit détruit à ses frais.
- 11.3. Les dispositions ci-dessus sont applicables à toutes les maquettes matérielles ou numériques établies par STI. Concernant les maquettes numériques, cette disposition est également applicable lorsqu'elles ont été réalisées en ayant recours à des données électroniques qui ont été confiées à cet effet à STI par l'Acheteur.

12. Propriété intellectuelle, droits d'auteurs, droits de propriété industrielle, propriété des matériaux de travail

- 12.1. Les droits de propriété intellectuelle ou industrielle sur les dessins, modèles, croquis, patrons, films, lithographies, plaques d'impression, poinçons, moules de poinçonnage, négatifs, plaques, rouleaux d'impression, plaques d'impression, dispositifs de moulage, données numériques, cylindres d'impression, etc. développés par STI. ("matériel de travail") appartiennent exclusivement à STI. L'Acheteur ne peut pas utiliser ces matériaux de travail sans un accord écrit exprès préalable spécifiant une redevance d'utilisation appropriée.
- 12.2. Si STI livre la marchandise sur la base de spécifications ou de documents de l'Acheteur,

l'Acheteur est tenu de s'assurer que tous les modèles d'impression, les ébauches et les échantillons sont fournis en conformité avec les droits des tiers (par exemple, les brevets, les modèles d'utilité) notamment concernant les droits d'auteur et le droit des marques et de le confirmer par écrit.

- 12.3. L'Acheteur est tenu de s'assurer que les marchandises fabriquées par STI conformément à ses documents de travail ou à d'autres spécifications ou instructions ne violent aucun droit de tiers, en particulier aucun droit de propriété intellectuelle ou industrielle. L'Acheteur s'engage par la présente à nous indemniser, à la première demande, de toute réclamation formulée par des tiers à notre encontre en raison d'une violation présumée ou réelle de droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle. Cette obligation existe indépendamment d'une faute de l'Acheteur.
- 12.4. La période de conservation des éléments mis à disposition par l'Acheteur à STI est de six (6) mois après la livraison de la dernière commande réalisée avec ces éléments.

13. Caractérisation

- 13.1. STI se réserve le droit d'apposer sur les livraisons de toute nature le texte de sa raison sociale ou son numéro d'identification d'entreprise conformément aux usages et réglementations correspondants et selon la place à disposition.
- 13.2. L'Acheteur est seul responsable de l'apposition des marquages et des mentions sur les produits/emballages qu'il met sur le marché et qui sont exigés par la loi en vigueur dans le pays concerné.
- 13.3. Si l'Acheteur enfreint les dispositions de l'article 13.2 et que la responsabilité de STI est engagée, l'Acheteur est tenu de garantir STI de tous les frais et dommages encourus à cet égard.

14. Conditions particulières applicables aux produits en carton ondulé

- 14.1. Les conditions suivantes sont applicables à titre complémentaire à la livraison de produits en carton ondulé.
- 14.2. Modes de calcul : Les produits en carton ondulé sont vendus et facturés d'après le nombre d'unités.
- 14.3. Divergences de dimension :
 - a) Les dimensions indiquées sont des dimensions intérieures. Les légères divergences de dimensions dues à la particularité du carton ondulé et à son traitement ne peuvent faire l'objet de réclamations. Les échantillons sont réalisés à la main.
 - b) STI ne se porte pas garant des divergences usuelles dans la branche et techniquement inévitables dans la composition de la colle, le lissé ainsi que la pureté des matières initiales, le collage, l'adhérence, les couleurs et la pression. Les pièces, rouleaux, éléments de rouleaux, feuilles, paquets ou balles respectifs n'entrent pas dans l'appréciation des défauts ; que la réclamation porte sur des divergences de mesures, de poids ou de quantités, ces divergences s'apprécient par rapport à l'ensemble de la livraison.
- 14.4. Les catalogues de contrôle des boîtes en carton ondulé publiés par le VERBAND DER WELLPAPPEN-INDUSTRIE, ou la Fédération Française du Carton Ondulé ainsi que la norme DIN pour les emballages en carton ondulé dans leur

version respectivement en vigueur sont à la base de l'évaluation des vices. La norme DIN indiquée plus haut ainsi que les catalogues de contrôle peuvent être consultés dans nos locaux.

- 14.5. Emballage : Si un emballage n'a pas été expressément convenu, la marchandise est livrée sous forme ficelée et sans emballage.

15. Code EAN

- 15.1. L'impression du code-barres EAN se fera selon le niveau de la technique et en considération du règlement d'exécution correspondant de la CCG (Centrale für Coorganisation GmbH).
- 15.2. STI ne peut prendre davantage d'engagements sur ce point – en particulier sur les résultats de lecture par les caisses du commerce – en raison des influences négatives éventuelles sur les codes-barres après que la marchandise aura quitté notre usine et à défaut de technique de mesure et de lecture uniforme.

16. Force Majeure

- 16.1. STI ne peut être considérée comme manquant à ses obligations contractuelles si ces manquements sont dus à la survenance d'un cas de force majeure. La force majeure désigne tout événement indépendant de la volonté de STI ou d'un de ses fournisseurs, imprévisible et imparable, de quelque nature que ce soit, catastrophes naturelles, intempéries, sabotages, embargos, grèves, la guerre, la guerre civile, les attentats terroristes, les perturbations et interruptions de travail, les retards ou les difficultés économiques importantes (en particulier les augmentations de prix) dans l'approvisionnement en matières premières, en énergie ou en autres moyens de production, les retards de transport, les grèves, les lock-out, les pénuries d'énergie (notamment en raison d'une pénurie de gaz), les difficultés à obtenir des autorisations officielles, les mesures gouvernementales, les pandémies ou les épidémies ou le défaut d'approvisionnement correct ou en temps voulu des fournisseurs, les interruptions ou retards dans les transports ou moyens de communication ou approvisionnement en matières premières, énergie ou composants, accidents d'outillages... qui ont pour effet de rendre le contrat inexécutable de manière momentanée ou définitive. Il est précisé que la liste des cas de force majeure n'est pas limitative.
- 16.2. Si, en raison de tels événements, STI n'est pas en mesure de respecter les délais de livraison ou les quantités de livraison convenues, STI en informera l'Acheteur sans délai. Si ces événements sont temporaires, les délais de livraison sont prolongés en conséquence.
- 16.3. Si de tels événements rendent la livraison nettement plus difficile ou impossible et que l'empêchement n'est pas seulement temporaire, STI est en droit d'exiger une adaptation contractuelle ou de résilier le contrat en tout ou en partie. La résiliation du contrat ouvrira droit au remboursement à l'Acheteur de l'éventuel acompte versé par lui en l'absence de livraison partielle de commande. En particulier, STI est également en droit de réduire les quantités de livraison convenues dans une mesure appropriée jusqu'à la fin de l'événement.
- 16.4. Dans l'hypothèse où l'une des Parties souhaiterait soulever un cas d'imprévision telle que définie par l'article 1195 du Code civil, ou en cas de mesures gouvernementales prononçant le confinement de toute ou partie de la population, d'augmentation du coût des matières premières, des coûts des

matériaux, de l'énergie ainsi que des coûts d'approvisionnement en produits entourant la fabrication d'une commande soumise aux présentes conditions générales de vente et rendant l'exécution de la prestation excessivement onéreuse, les Parties s'interdisant tout refus de renégociation. La négociation suspendra le délai de prescription mais non l'exécution des prestations auxquelles les Parties demeurent tenues pendant toute cette durée. En cas d'échec de la renégociation dans un délai de deux (2) mois à compter du début de la négociation, les Parties pourront, conformément aux dispositions de l'article 1195 du Code civil, demander d'un commun accord au juge, la résolution ou l'adaptation du contrat ou convenir de la résiliation amiable du contrat.

17. Lieu d'exécution de la prestation, juridiction compétente, droit applicable

- 17.1. Les parties conviennent expressément que tout différent découlant de l'interprétation ou de l'exécution du contrat sera soumis, à défaut de règlement amiable, aux Tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Paris.
- 17.2. Sous réserve de dispositions particulières contractuelles et d'ordre public, le droit français est seul applicable.
- 17.3. Si certaines dispositions des présentes conditions contractuelles devaient s'avérer être nulles et non avenues, la validité des autres dispositions n'en serait pas affectée.

18. Licéité des traitements/RGPD

Chaque Partie respectera les engagements prévus dans le présent article et veillera à ce que son personnel permanent ou temporaire, son Groupe et chacun de ses sous-traitants respectent ces termes. Dès lors que l'une des Parties, dans le cadre de l'exécution des prestations définies au contrat, est amenée à traiter des données personnelles (au sens de la loi applicable) de l'autre Partie, de ses salariés, des clients finaux ou encore de ses prestataires, elle s'engage à :

- respecter les lois et réglementations applicables en matière de protection des données personnelles, et en particulier les dispositions des articles 5 et 6 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD ») ;
- traiter de telles données uniquement si elles ont pour finalité l'exécution du présent Contrat en conformité avec la loi et la prospection commerciale auprès de l'Acheteur (informations nouveaux produits...);
- n'effectuer de transfert des données personnelles en dehors du territoire de l'Union Européenne qu'avec l'autorisation préalable et écrite de l'Acheteur et dans un cadre sécurisé conformément aux exigences de la législation applicable.

Le ____/____/____

Signature _____